



4 June 2021

Forum de Dialogue Sahel-Europe

Le facteur démographique Implications pour la sécurité en Afrique et en Europe¹

David Skuli, Boubacar Haidara et Abdallahi Awah

Évoquer la relation entre la démographie et la sécurité en Afrique et particulièrement au Sahel relève de la gageure. Le défi est encore plus important si l'on prend en compte les implications pour l'Europe. Si l'on se place du point de vue des africains, la démographie et la sécurité peuvent induire des soupçons de néocolonialisme et d'intervention paternaliste de l'Occident dans les affaires des états africains. Du point de vue des européens, ces deux termes révèlent une crainte, justifiée ou non depuis la grande crise migratoire de 2015 et qui se traduit par une inquiétude d'une ruée de jeunes africains vers l'Europe, d'une nouvelle crise migratoire sans précédent et d'une perte d'identité. Bref d'une africanisation de l'Europe.

¹ Cette analyse s'inscrit dans une ligne de recherche permanente du Centre de Sécurité Internationale sur le Sahel. Suite au Forum de Dialogue Sahel-Europe organisé en mars 2021, les intervenants appartenant au Groupe d'Experts Forum de Dialogue Sahel-Europe ont approfondi les thèmes de leurs conférences, analysant les défis partagés, et les opportunités de coopération pour nos défis communs. La crise politique au Mali et au Tchad a lié la crise sécuritaire aux défis de la gouvernance dans ces États, où la présence de milices d'autodéfense et de groupes djihadistes entrave le développement économique et social. Dans un environnement aussi changeant, le Sahel étant la frontière avancée de l'Europe, il est plus important que jamais de promouvoir un espace de dialogue dans lequel les deux régions peuvent partager, coopérer et proposer des solutions innovantes. Cette collection de publications, ainsi que le Forum de dialogue Sahel-Europe ont reçu une subvention du Secrétariat Général de la Politique de Défense du Ministère de la Défense.

Il y a d'ailleurs un indice de cette peur diffuse. Le nouveau commissaire européen en charge de la migration, Margaritis Schinas, est aussi responsable de la promotion du mode de vie européen. Initialement, lors de sa nomination, il était chargé de la « protection du mode de vie européen ». L'intitulé initial avait suscité de nombreuses polémiques et aussi la désapprobation du président sortant de la commission européenne Jean-Claude Juncker. Le journaliste et professeur universitaire Stéphen Smith considère aujourd'hui que l'Afrique est la salle d'attente aux portes de l'Europe. Seule une distance de 15 km sépare les deux continents.

Les données démographiques de l'Afrique et de la sous-région du Sahel

Aussi il apparaît important de préciser la problématique à la lumière des données démographiques tout en précisant que les données ne sont pas toujours fiables s'agissant des états africains et par ailleurs les prévisions ne sont pas toujours des prédictions. Néanmoins, selon l'ONU, des tendances à moyen terme sont réellement préoccupantes d'ici à une trentaine d'années, c'est à dire moins que la vie d'un être humain.

En 1930, le continent africain avait une population de 130 millions d'habitants, au moment des indépendances, 275 millions, aujourd'hui 1 milliard trois cents millions et en 2050, il y aura 2 milliards cinq cents millions d'africains. À la fin du siècle selon les experts et compte tenu d'un scénario d'évolution moyenne, on pourrait atteindre 4 milliards d'africains. Ainsi de 1930 à 2050 la population du continent sera multipliée par 17 et la proportion d'africains dans la population mondiale passera de 17% à 27% en 2050. La tendance est exponentielle et le phénomène inédit.

Si l'on voulait donner un exemple concret en appliquant à l'Espagne la même progression démographique, il y aurait en 2050 plus de 400 millions d'espagnols, c'est à dire la population totale de l'Europe. Que l'on veuille ou non, la pression migratoire de l'Afrique sur l'Europe va augmenter de manière drastique. La réalité à venir est inévitable et affectera de nombreux domaines. Cependant se serait une erreur d'avoir un jugement global sur l'Afrique. En vérité, il y a plusieurs Afriques, celles du Nord, de l'Ouest, de l'Est, du Sud, de l'Afrique centrale et sahélienne. Les critères démographiques et de développement sont très différents.

Il en est ainsi du taux de natalité, de la transition et du dividende démographiques et de la conception psychologique de la famille. À cela s'ajoute des critères économiques, l'état des ressources, le contexte politique et bien évidemment les conditions de sécurité et de stabilité propres à chaque zone du continent. Les évolutions les plus préoccupantes concernent l'Afrique subsaharienne et celle du Sahel et ce pour de nombreuses raisons qui seront évoquées dans la suite de cet article.

La croissance démographique de la sous-région du Sahel sera incompatible avec l'environnement d'instabilité lié au terrorisme et à la criminalité organisée, avec le changement climatique et avec les perspectives de développement économique de la région.

Les dynamiques démographiques sahéliennes : le choix de l'espace du G5 Sahel

Le Sahel représente une bande de territoires qui traverse en écharpe le continent africain, entre l'Atlantique et la mer Rouge (d'est en ouest), et qui s'étend de la lisière du Sahara au nord à celle de la savane au sud. Nous avons donc un Sahel septentrional et un sahel méridional, dont la totalité recouvre partiellement ou totalement une quinzaine de pays (Cap Vert ; Sénégal ; Mali ; Niger ; Mauritanie ; Soudan ; Éthiopie ; Somalie ; Tchad etc.). Mais dans le cadre de cette étude, nous avons choisi de nous focaliser sur le G5 Sahel qui est composé du Mali, de la Mauritanie, du Tchad, du Niger, et du Burkina Faso).

Le continent africain se caractérise certes globalement par une forte croissance démographique, mais les données démographiques globales cachent en réalité de profondes variations régionales, selon que l'on s'intéresse à l'Afrique australe, septentrionale, occidentale ou à l'Afrique de l'Est. La principale variation que l'on constate se situe entre le Maghreb (qui a entamé la dernière phase de sa transition démographique) et l'Afrique subsaharienne (qui est très en retard dans ce mouvement de transition). Outre cette différence fondamentale entre le nord et le sud du Sahara africain, il existe aussi des différences entre les sous-régions de l'Afrique subsaharienne qui n'est pas non plus une région homogène en termes démographiques. Pendant que l'Afrique australe enregistre une croissance démographique nettement moindre, de l'ordre de 0,7 %, les autres régions d'Afrique subsaharienne se situent entre 2,2 et 2,6 % de croissance démographique

Le choix du G5 Sahel pour traiter de la question démographique africaine nous semble pertinent parce que l'une des évolutions démographiques les plus importantes est attendue dans cet espace, qui compte à présent 83,7 millions d'habitants, et qui devrait atteindre 196 millions d'habitants en 2050 soit un bon démographique de 162%.

Les caractéristiques démographiques dans les 5 pays sont relativement similaires, à l'exception de la Mauritanie qui se distingue des 4 autres, par des données nettement moins importantes : prenons l'exemple du Niger, pays dans lequel les évolutions les plus importantes sont attendues. Sa population totale est de 23 310 715 (2019). La courbe de croissance de ce pays est fortement ascendante car de 3 388 764 habitants en 1960, sa population est passée par 8 026 591 en 1990, pour finalement atteindre 23 310 715

en 2019. La croissance annuelle (2019) est de 3.79% (valeur la plus élevée depuis 1960), et le taux de fécondité dépasse 7 enfants / femme (2019).

Une fois que nous avons précisé ces caractéristiques démographiques, il convient de rappeler qu'il s'agit d'un pays très pauvre, à l'instar de tous les autres pays du G5 Sahel, qui se situent tous parmi les plus pauvres de la planète.

Un des problèmes majeurs qui émerge d'emblée de ce constat concerne le dividende démographique qui est difficile voire impossible à atteindre car ces États échouent à créer des emplois proportionnellement à la masse des jeunes arrivant sur le marché du travail. Notons que 60 % des Africains ont entre 0 et 25 ans. Le résultat de ce constat est qu'une partie de ces jeunes – qui constituent la majeure partie de la population – se convertissent dans des activités délictueuses lucratives : le banditisme urbain ; enrôlement dans des groupes armés moyennant rétribution ; ou le choix de la voie de l'immigration illicite. Eu égard à tout ce qui précède, on pourrait dire que l'Afrique représente une « bombe démographique » et cela induira forcément des défis internes et externes dans une sous-région déjà fortement déstabilisée.

En conséquence, si rien ne change, nous serons confrontés non seulement à un choc démographique mais aussi à des répercussions sensibles en matière de sécurité tant au niveau interne au continent qu'au niveau externe. Il faut aussi comprendre que les paramètres géodémographiques de chaque pays du Sahel seront plus prégnants que l'évolution démographique globale de la sous-région.

Enfin, il est utile de rappeler que les démographes tant pessimistes que réalistes considèrent que les problèmes de surpopulation dans un espace donné et limité et sans prise de mesures adéquates se régulent bien souvent par les guerres, les migrations, les épidémies et les famines.

Quelles sont les enjeux pour le continent africain ? Comment la démographie galopante impactera l'économie, les ressources, les systèmes étatiques ? Quelles menaces pour la sécurité en Afrique et pour ses partenaires ? la déstabilisation du Sahel est-elle une fatalité ?

Les Défis internes et externes à l'Afrique, les implications pour l'Europe

Tout d'abord trois problématiques directement liées avec la démographie. En premier lieu une urbanisation anarchique renforcée par l'exode rural et un taux de natalité important dans les villes, en deuxième lieu le développement d'une violence politique toujours plus forte en relation avec une proportion élevée de jeunes dans la population

générale et en troisième lieu une augmentation des migrations internes et probablement des conflits subséquents.

Afin de donner une idée de la problématique de l'urbanisation, il convient de souligner un paradoxe. Si l'Afrique a une faible densité de population (47 h par Km²) et surtout dans la région du Sahel (37h par Km²), le taux de croissance urbain s'élève en revanche à 4,5% par an, soit le taux le plus important de la planète. Il est d'ailleurs prévu que près de 70% des africains vivront dans des villes à l'horizon de 2050. De surcroît en Afrique la superficie des terres cultivables est moins importante que la superficie des terres non cultivables. Bref, en Afrique la notion de densité est très relative.

Quelques exemples concrets illustrent l'urbanisation anarchique dans le Sahel : De 1960 à 2021, la population de N'Djamena a été multipliée par 22 pour atteindre aujourd'hui 1 million et demi d'habitants, celle de Niamey a été multipliée dans la même période par 60 pour atteindre 1 million huit cent mille habitants, celle de Ouagadougou par 50 pour atteindre 2 millions neuf cent mille habitants et celle de Bamako par 25 pour atteindre 2 millions quatre cent mille habitants.

L'accroissement de la population dans ces villes africaines a été exponentiel et s'est traduit par une extension anarchique du milieu urbain et une désorganisation des services. Les pouvoirs publics n'ont pas été capables de suivre le rythme démographique et de fournir les services essentiels à la vie urbaine (transports publics, services de santé, énergie, assainissement). En outre les plans du cadastre sont inexistantes ou approximatifs dans certains secteurs urbains. Les nouveaux quartiers se développent comme des bidons villes et la spéculation immobilière sur les terrains viables va en augmentant.

La superficie de la ville de Niamey est passée de 5500 hectares en 1984 à 240 Km² en 2020. Des quartiers très modernes se sont construits (Plateau, Kouara Kano) ainsi que des quartiers très pauvres (Koubia, Foualan Koubia). La ségrégation sociale s'est peu à peu insinuée dans le tissu urbain. La proportion de jeunes dans la population générale atteint 57% et génère de graves problèmes de délinquance juvénile (vols, agressions, conflits entre groupes criminels pour les ressources disponibles, mendicité). L'incapacité des forces de l'ordre qui se limitent à organiser des opérations coup de poing et l'insuffisance des commissariats de police de proximité ont entraîné une augmentation de l'insécurité. Cette situation a été propice au développement des milices privées de sécurité, « les Yam Banga ».

Le même phénomène d'insécurité urbaine s'observe au Burkina Faso ainsi que la faible efficacité des forces de sécurité intérieure. Près de 40000 personnes sont enrôlées au sein des « Koglweogo ». Ces milices privées se fixent comme objectif de lutter contre la criminalité et font concurrence à l'État qui chaque jour perd de sa crédibilité.

Dans la capitale du Tchad, N'Djamena, l'affluence des réfugiés combinée à l'exode rural ont accentué l'urbanisation dans des zones inondables. Il s'agit de quartiers marginaux ne disposant ni d'énergie ni d'assainissement, ni de routes asphaltées. La superficie de la capitale tchadienne est passée de quelques centaines d'hectares lors de sa création à plus de 390 Km² en 2020.



L'accroissement de la violence politique

Dans les pays du Sahel, globalement la proportion de jeunes de 15 ans dans la population générale ne cesse de croître. Elle situe à 39% en Mauritanie mais monte ensuite entre 46 et 49% pour les autres pays de la sous-région. L'âge moyen de la population de ces pays s'établit entre 15 et 17 ans. Parallèlement on note une faible proportion d'adultes. Plusieurs études ont mis en exergue que plus le nombre de jeunes était important dans la composition de la pyramide des âges d'un pays, plus le risque d'émeutes et de troubles urbains était fort. Les statistiques indiquent même qu'en si l'on atteint une proportion d'environ 30%, la probabilité est très élevée d'une montée des troubles sociaux et de l'insécurité générale.

Un des éléments principaux de l'insécurité dans les pays du Sahel est le résultat d'une combinaison entre le nombre de jeunes et l'absence d'encadrement de ce segment de la population. Ce dernier point est d'ailleurs largement exploité par les groupes terroristes djihadistes qui recrutent à bas coût des jeunes désœuvrés afin d'engager des actions de déstabilisations des pouvoirs en place.

Si l'on observe la zone très dangereuse du Liptako Gourma aux confins du Niger, du Mali et du Burkina, confrontée au terrorisme et à la criminalité organisée, force est de constater que tous les facteurs d'instabilité et d'insécurité sont ici réunis : une grande pauvreté (plus de 60% de la population), un accroissement démographique annuel

significatif dans chaque pays (Niger 3,9%, Mali 3,6% et Burkina 3,1%), une importante proportion de mineurs de 15 ans (entrée 48 et 53%de la population générale), une forte diversité ethnique (Fulani , Songhai , Dozos , Bambaras, Haoussa etc..) et enfin un nombre croissant de réfugiées ou de migrants internes.

L'augmentation des migrations entre les pays d'Afrique sahéenne et les conflits entre autochtones et allochtones constituent la troisième problématique interne.

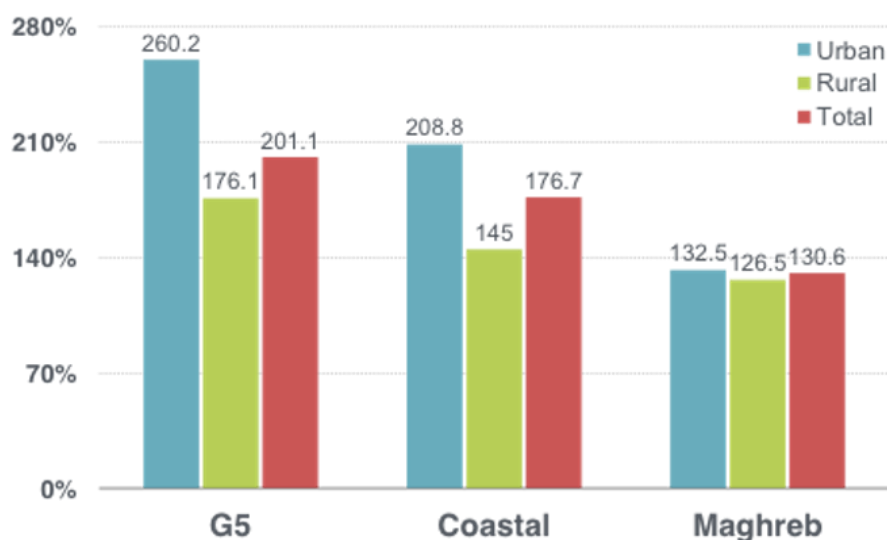
Les migrations au sein du continent africain et les déplacements de populations dans les zones frontières sont très importants. 75% des subsahariens qui ont quitté leur pays sont restés en Afrique. Les causes de l'immigration sont inhérentes à une recherche d'activité économique, à de meilleures conditions de vie, à l'impact du changement climatique et à la recherche d'une plus grande sécurité. Les organisations africaines comme la CEDEAO permettent aussi une plus forte intégration et une liberté de circulation entre les pays membres. Cette faculté de mouvement interne entre les pays voisins est accentuée en raison de l'extrême porosité des frontières.

Néanmoins, Il est à craindre que à moyen terme le niveau des emplois créés et le rendement du secteur agricole ne pourront correspondre à la croissance démographique des pays du Sahel et de fait favoriseront les mouvements de populations.

Un rapport américain du Conseil National du renseignement de 2017prévoit une augmentation des mouvements migratoires des jeunes en provenance du Sahel vers l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord et notamment vers l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, le Sénégal, le Ghana et le Kenya. Le schéma migratoire impliquera des déplacements des campagnes vers les villes, des villes vers d'autres villes plus urbanisées et de ces dernières vers les pays d'Europe ou d'Amérique du Nord. Les expertes prédisent que prêtes de 40 millions de Sahéliens devraient se déplacer d'ici à 2050.

Cette croissance des mouvements internes aux différents pays du Sahel pourrait générer des tensions entre populations autochtones et allochtones, entre pasteurs et agriculteurs pour l'accès aux terres, entre ethnies différentes dont l'importance pourrait y être affectée par le facteur démographique. À cette problématique spécifique, s'ajouteront les mouvements des réfugiés climatiques, des victimes des guerres et de l'insécurité régionale. À titre d'exemple le Tchad accueille actuellement près de 600000 réfugiés dans des camps aux conditions précaires.

Population growth, 2018– 2040



Graphique établi par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO-OCDE)

La croissance démographique entraînera des défis externes qui impacteront les relations de l'Afrique avec ses partenaires et notamment avec le continent européen.

Pour le G5 Sahel, en particulier pour un pays comme le Mali, un certain nombre de défis découle de la forte croissance démographique, parmi lesquels : (1) le défi sécuritaire ; (2) la raréfaction des ressources naturelles qui représente une source de conflits intercommunautaires, et qui a pour conséquence l'amplification des migrations internes ; (3) ainsi que l'insécurité alimentaire.

La poussée démographique des jeunes, le manque chronique d'emplois, la mauvaise qualité de l'éducation, associés à la capacité des groupes armés terroristes à distribuer beaucoup d'argent pour s'attacher des fidélités, représentent d'importants facteurs de déstabilisation du Sahel Ouest-Africain. On voit d'ailleurs à quel point, particulièrement au Mali – mais aussi dans d'autres pays du G5 Sahel tels que le Niger et le Burkina Faso – les groupes armés terroristes se développent rapidement en dépit d'une forte présence militaire étrangère dans le Sahel. La démographie malienne, combinée aux conditions de vie insatisfaisantes et au manque de perspective pour la jeunesse, ont offert aux groupes armés terroristes un vivier inépuisable de combattants. Cela ne

concerne pas que les jeunes originaires des territoires périphériques occupés par les groupes armés terroristes. Au Mali, nous avons vu de nombreux jeunes de la capitale et d'autres régions du sud qui sont allés rejoindre les groupes armés au nord, moyennant rétribution.

La raréfaction des ressources naturelles est aussi un important défi dans la mesure où elle implique aussi la question de la sécurité alimentaire. Dans un contexte de détérioration des conditions climatiques au Sahel, auquel s'ajoutent l'augmentation des besoins des communautés locales (liée à la croissance démographique) ; ainsi que la raréfaction des ressources naturelles, nous constatons l'émergence des confrontations violentes et meurtrières entre communautés, pour l'accès aux ressources naturelles et pour le contrôle des terres.

Le cas du centre du Mali est assez illustratif de ce constat. La poussée démographique dans cette zone est allée de pair avec l'extension des exploitations agricoles, car il faut bien nourrir tout le monde. L'une des conséquences de ce constat est que, dans des localités où cohabitent éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires, les pâturages clés sont perdus et les corridors pour le bétail sont bloqués par de nouveaux champs agricoles. Les éleveurs devant toutefois passer avec leur bétail malgré le blocage des couloirs, cela conduit très souvent à des conflits meurtriers, avec à la clé d'importants déplacements internes.

Les défis externes pour l'Afrique et l'Europe

En 2050, l'Afrique aura une population d'environ deux milliards et demi d'habitants. La proportion d'Africains subsahariens dans la population mondiale passera de 14% en 2020 à 22% en 2050. On note déjà que l'immigration africaine selon l'OCDE a doublé de 1990 à 2015. L'immigration en provenance du Sahel devrait suivre la même tendance.

Même si les mouvements internes au continent africain resteront les plus importants en volume, il y aura une augmentation mathématique des mouvements migratoires vers l'Europe. Cette assertion est corroborée par plusieurs effets. D'ici à 2050, la population active africaine va croître de 815 millions de jeunes à la recherche d'un emploi. Il n'est pas sûr que les économies africaines (majoritairement de type rentière) puissent offrir les emplois nécessaires. Le désir de migrer vers l'Europe ou le mirage du miracle économique européen sera alors très fort.

Les différentes études réalisées mettent en exergue un paradoxe lié à l'aide au développement économique. En effet, l'Europe a mis en place des programmes d'aide au développement économique afin de sédentariser les jeunes dans les pays d'origine. Il est constaté que l'augmentation du niveau économique permet aux migrants ou à

leurs familles de réunir l'argent nécessaire pour entreprendre le voyage vers l'Europe ou d'autres destinations. Ainsi l'aide au développement peut favoriser notamment au début les mouvements migratoires transcontinentaux.

De surcroît les pays d'Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie, Libye) ne constitueront pas un rempart pour les flux migratoires en provenance du Sahel. Bien au contraire, les migrants ne seront pas les bienvenus dans ces pays et seront « invités » à poursuivre leur voyage.

Un autre défi externe sera de nature économique. L'économie du futur au sein des pays européens ne permettra pas d'offrir tous les emplois aux migrants qui arrivent sur le marché du travail. Les pays africains d'origine vont également perdre une ressource humaine indispensable à leur développement. À cela s'ajoutera l'insécurité chronique des pays du Sahel qui pourrait décourager les investissements étrangers (créateurs d'emplois) et le tourisme.

L'importance des mouvements migratoires pourrait aussi induire des tensions sociales dans les sociétés européennes et fragiliser les processus d'intégration. La crise migratoire de 2015 et y l'absence de solidarité entre les pays du Nord et du Sud de l'Europe ont favorisé l'émergence de partis populistes voire xénophobes dans plusieurs pays (Italie, Grèce etc..).

Au titre des défis, on ne peut oublier l'activité des réseaux criminels parfois réseaux criminels hybrides qui se livrent aux trafics de drogue, d'arme, d'êtres humains et qui parfois constituent des vecteurs du terrorisme. Selon les agences de lutte contre le crime organisé, il est estimé un gain annuel compris entre 3 et 6 milliards d'euros de profit pour les organisations criminelles et cartels se livrant aux différents trafics.

L'exode de la jeunesse constitue une des problématiques les plus sensibles pour l'Afrique. Pourquoi les jeunes veulent-ils partir ?

Les facteurs de l'immigration sont importants à comprendre car les solutions envisagées doivent y prendre appui. Les raisons qui poussent les jeunes africains à l'immigration sont multiples. Il y'a certes le goût de l'aventure – c'est-à-dire la volonté de certains jeunes africains de découvrir le monde. Mais pour la plupart, le désir de partir est nourri par :

- Le manque d'emploi, et l'absence de perspectives. Exemple : Quand on leur signale les dangers du trajet, ils rétorquent « pourquoi avoir peur de mourir, car de toute façon on est déjà mort ici » ;

- Les effets du réchauffement climatique. La rareté des pluies pousse de nombreux jeunes ruraux à l'exode rural (qui représente la première étape du processus migratoire), puis vers l'immigration hors des frontières nationales ;
- La pauvreté qui s'accroît comme nulle part ailleurs au monde ;
- L'insécurité généralisée dans le G5 Sahel qui représente un important facteur de répulsion des populations ;
- La forte pression de leurs proches. Les jeunes africains migrent aussi souvent à cause de la pression que leur familles et proches exercent sur eux. D'ailleurs, dans bien des cas, ce sont ces derniers qui rassemblent la somme nécessaire pour le voyage périlleux

Rajoutons que l'immigration africaine n'est pas le seul fait d'une population totalement démunie en quête de sa survie. Elle est aussi le fait d'une classe moyenne africaine représentée aussi par cette pléthore d'étudiants qui intègrent chaque année les universités européennes. Après leur formation, rare sont ceux parmi eux qui décident de rentrer dans leur pays d'origine. Ce constat nous ramène donc toujours à la question du manque d'emploi.



Un scénario optimiste inspiré des succès africains

La croissance démographique ne doit pas seulement être considérée comme un problème ou une menace, mais aussi comme une opportunité de développement pour l'Afrique et l'Europe. Nous constatons que, par rapport aux 2,5 milliards d'habitants attendus sur le continent africain en 2050, l'Europe est un continent vieillissant dont les problèmes démographiques commencent à menacer ses États sociaux et de bien-être. La population africaine pourrait être une chance pour l'équilibre démographique de nos deux continents.

D'autre part, la richesse des ressources naturelles et démographiques (l'Afrique a la population la plus jeune du monde), si elle est correctement canalisée, peut conduire à la croissance économique et à la prospérité du continent. L'objectif des pays africains doit être de créer des réponses locales pour absorber la jeune main-d'œuvre afin qu'elle

n'ait pas à recourir à des activités illégales. Certains exemples de réussite en Afrique peuvent nous inspirer : le Rwanda, qui a connu l'instabilité et la guerre civile avec des centaines de milliers de morts, est aujourd'hui cité comme un modèle de bonne gouvernance. Si nous regardons le Botswana, c'est aussi un pays aux ressources naturelles bien gérées et où l'éducation est gratuite pour toute la population.

Les réussites mentionnées ci-dessus montrent qu'il existe en Afrique des modèles qui peuvent servir de source d'inspiration pour les pays du Sahel. Si la communauté internationale ne veut pas exporter l'instabilité en Europe, voire aux États-Unis ou dans le reste du monde, il faut changer le paradigme et, comme l'a dit Mme Merkel, un nouveau plan Marshall est nécessaire pour préserver les intérêts de l'Afrique et de l'Europe.

Démographique et sécurité en Afrique, quelles solutions ?

La dialectique entre démographie et sécurité en Afrique ne relève plus seulement de l'histoire mais est déterminée par la géographie, la gouvernance au sein des pays concernés et les politiques d'aide au développement. Il est désormais évident que des problèmes majeurs vont affecter les deux continents voisins. Il est plus que nécessaire d'en prendre conscience, de valoriser les formidables opportunités que vont offrir les crises, de mettre en œuvre des solutions acceptées par les différents acteurs et de renforcer notre interdépendance.

Face à l'importance de l'enjeu démographique à venir, notamment pour la sous-région du Sahel, les solutions mises en œuvre jusqu'à présent peuvent paraître de faible magnitude. Plusieurs pistes semblent se dessiner. Elles font appel au bon sens et à une véritable prise de conscience de la réalité africaine et des problèmes démographiques, de gouvernance, de développement économique et de sécurité. Les solutions pertinentes résident dans mesures endogènes au continent africain et au Sahel et doivent intégrer des scénarios de longue durée.

Une meilleure gouvernance pour l'Afrique :

La mauvaise gouvernance nous semble se trouver au cœur de toutes ces crises. Les pays concernés sont certes confrontés à une faiblesse des moyens économique ; mais surtout une forte prévarication de la part de leurs décideurs : manque de volonté politique pour amorcer de nouvelles dynamiques ; et détournement des fonds publics au bénéfice de quelques privilégiés. Un début de résolution de la question migratoire africaine commence par l'imposition d'une meilleure gouvernance aux États africains concernés. Cela pourrait passer par :

- La mise en place des mécanismes de contrôle (par les bailleurs de fonds) qui garantissent la bonne utilisation des fonds alloués aux États africains ;
- Le renforcement des investissements dans l'éducation en mettant l'accent sur celle des filles. Ce dernier aspect semble être la meilleure contraception possible dans des pays souvent sous une forte influence culturelle et religieuse, qui voient d'un mauvais œil la contraception. On se rend compte, dans un pays comme le Mali, que les femmes qui font le moins d'enfants sont celles qui ont atteint un certain niveau d'instruction et qui sont actives.

Nous constatons également que depuis le déclenchement des crises sahéliennes (notamment maliennes, avec ses ramifications dans les autres pays de la région) à partir de 2012, le facteur militaire reste prépondérant dans la recherche de solutions à la dégradation sécuritaire. Nous estimons qu'il faudrait infléchir la stratégie militaire vers plus de développement ; combiné à un dialogue avec les communautés qui les arracherait de l'emprise des groupes armés terroristes.

Cela semble d'autant plus opportun qu'il existe une profonde porosité sociale et économique entre certaines populations locales et groupes armés terroristes. En l'état actuel de la situation les États du G5 Sahel, ne semblent pas en mesure de se passer de la présence la force Barkhane, car les armées nationales sahéliennes ne sont pas autonomes au point d'assurer seules leur sécurité. Seule l'autonomisation des armées nationales pourrait donner lieu à un départ des troupes étrangères du Sahel.

La définition d'une véritable politique migratoire à l'échelle de l'Europe :

Il est grand temps que l'Europe définisse enfin une véritable politique migratoire. Le problème n'est pas celui d'une bonne ou mauvaise immigration. Il s'agit davantage de déterminer le niveau d'une immigration acceptable au niveau des pays européens et l'organiser en partenariat avec les pays source. Il convient que les pays européens soient d'avantage solidaires et évitent des politiques uniquement guidées par leurs propres intérêt (cf. groupe de Visegrad, etc..).

À cet effet, comme l'indique Hubert Védrine, un ancien ministre des affaires étrangères, peut-être serait-il intéressant d'étudier le concept « d'économie circulaire ». On change ici le paradigme traditionnel de l'économie. Le migrant arrive dans le pays d'accueil, y reste un temps défini et retourne dans son pays d'origine avec une véritable expérience et le cas échéant un capital pour développer son activité. Ce concept est gagnant/gagnant t'oyant pour l'Europe que pour l'Afrique. La législation sur le droit

d'Asile devrait être revue et correspondre à son esprit original. Aujourd'hui la majorité des migrants arrivent pour des raisons économiques.

Le renforcement des programmes de coopération policière et militaire

Le renforcement des programmes de coopération policière et militaire apparaît essentiel. Sans stabilité et sans sécurité dans la zone du Sahel, il n'est pas envisageable une réelle efficacité des autres programmes d'aide et de développement.

Plusieurs axes devraient être renforcés : d'abord multiplier les équipes communes composés de policiers européens et africains (cf. Niger etc..). Ces équipes devraient être implantées dans les pays source et de transit des flux migratoires. Il s'agit ici d'intervenir le plus en amont possible afin de lutter contre les réseaux de traite des êtres humains, ensuite renforcer les capacités en termes de formation et de moyens des forces de sécurité intérieures des pays du Sahel et enfin clarifier les programmes de coopération militaire et policière afin d'éviter les doublons et s'inscrire dans un schéma cohérent de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.

Un partenariat stratégique Afrique/Europe gagnant-gagnant

En réalité, la vraie réponse est de reconstruire avec les gens, en partant de leurs besoins et des ressources naturelles de l'Afrique, et en commençant par les jeunes Africains formés en Europe ou aux États-Unis, qui ont peu de possibilités d'intégration dans leur pays. Dans ce contexte, je crois que nous pouvons faire un pari extraordinaire entre nous et les Européens : essayons d'exploiter ensemble les ressources de l'Afrique, qui sont énormes, mais pas de la manière classique, coloniale et asymétrique, qui a conduit à l'insécurité en Afrique et en Europe.

Exploitions-les de manière durable en essayant d'établir un partenariat dans lequel tous les jeunes Africains travaillent en Afrique et non en Europe. Je pense que cela est tout à fait possible si nous abordons le problème d'une manière différente, beaucoup plus globale, holistique et multidimensionnelle.

Investigateurs principaux:

David Skuli. Directeur central honoraire de la police des frontières (France). Analyste au Centre international de sécurité IPI-UFV. Membre du groupe d'experts du Forum de dialogue Sahel-Europe.

Dr Boubacar Haidara. Chercheur au laboratoire Les Afriques du Monde (LAM) de l'Université Science Po Bordeaux. Membre du groupe d'experts du Forum de dialogue Sahel-Europe.²

Experts collaborateurs qui ont aidé à la rédaction de ce document:

Dr Abdallahi Awah. Professeur à l'Université de Nouakchott et ancien conseiller technique du ministre de l'Emploi de Mauritanie. Membre du groupe d'experts du Forum de dialogue Sahel-Europe.

Cet article a bénéficié d'une subvention du Secrétariat général de la politique de défense du Ministère de la Défense

